

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 14/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURECAT FRANCE**

Zone Industrielle Jean Jaurès  
121 Avenue Marie Curie  
07800 La Voulte-Sur-Rhône

Références : 20260114-RAP-DAEN0034  
Code AIOT : 0006102464

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement EURECAT FRANCE implanté Zone Industrielle Jean Jaurès 121 Avenue Marie Curie 07800 La Voulte-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a eu lieu dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées en Auvergne-Rhône-Alpes relative à la prise en compte du risque inondation dans les ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURECAT FRANCE
- Zone Industrielle Jean Jaurès 121 Avenue Marie Curie 07800 La Voulte-sur-Rhône

- Code AIOT : 0006102464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement EURECAT exploite, sur la commune de La Voulte-sur-Rhône, des installations de traitement de catalyseurs de l'industrie du raffinage du pétrole en vue, soit de leur régénération avant remise à leur propriétaire, soit de leur valorisation ultérieure pour récupération des métaux. La société EURECAT effectue également la pré-sulfuration et le pré-conditionnement de catalyseurs neufs ou régénérés.

Le site régénère environ 7000 tonnes de catalyseurs par an.

Le site est classé SEVESO seuil haut depuis 2011.

L'effectif sur le site est de 150 personnes (y compris siège de la société).

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- NATECH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Caractérisation et suivi de l'aléa inondation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Demande d'action corrective	5 mois
3	Caractérisation et suivi de l'aléa inondation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vulnérabilité des installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Demande d'action corrective	5 mois
6	Gestion de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande d'action corrective	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation du site et références réglementaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47	Sans objet
4	Retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	Sans objet
7	Redémarrage	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des installations	article Article 7.2	
8	PPRI La Voulte-sur-Rhône – Mesures applicables	Arrêté Préfectoral du 02/09/2013, article Zone V (zone verte) – partie V.2.2 du règlement du PPRI	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que l'exploitant n'a pris en compte que partiellement le risque inondation du site (site soumis au PPRI de la commune de La Voulte-sur-Rhône). Une analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations a été réalisée en préparation de l'inspection. Cette analyse permet de préciser l'aléa (jusqu'à 2,5 m d'eau dans la zone inondable) et d'identifier les risques situés dans la zone concernée du site (risque de pollution des eaux et risque d'emportement par les eaux).

L'exploitant doit maintenant définir et mettre en œuvre les mesures de prévention et de protection adaptées. Dans le cadre du prochain réexamen quinquennal prévu en mai 2026, l'étude de dangers du site devra être complétée au regard de ces éléments ainsi que sur le volet lié au risque de rupture de la digue située en amont du site (selon la typologie de la digue, la probabilité d'occurrence pourra être de 0). Enfin, la gestion de crise en cas d'inondation demande à être clarifiée et le POI (Plan d'Opération Interne) du site mis à jour et testé en conséquence.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation du site et références réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Références réglementaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est Seveso seuil haut. L'arrêté préfectoral cadre du site du 28/12/2007 ne prévoit pas de prescription destinée à prévenir ou gérer une éventuelle inondation sur le site.</p> <p>L'étude de dangers de l'établissement (version 1 du 18/08/2022) ne mentionne pas non plus de mesures en ce sens. Elle indique toutefois que le site est concerné par le plan de prévention du risque inondation (PPRI) de la commune de La Voulte-sur-Rhône approuvé par l'arrêté préfectoral n°20132450007 du 2 septembre 2013.</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI datant du 15/04/2024 qui indique à la page 52 une mesure</p>

d'évacuation de big-bags de catalyseurs à mettre en œuvre en cas de crue centennale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Caractérisation et suivi de l'aléa inondation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Caractérisation de l'aléa inondation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique, dans son étude de dangers, que seule la partie sud-ouest du site est située en zone V (verte) du PPRI. Il s'agit d'une zone non inondée directement par le Rhône mais susceptible de subir des remontées de nappe du fait de la condition d'écoulement du Rhône en crue. Par ailleurs, c'est une zone de cuvette protégée par une digue sous concession de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône).</p> <p>Le risque inondation est identifié dans l'étude de dangers mais insuffisamment développé. En effet, le risque associé au PPRI de la commune de La Voulte-sur-Rhône (ruissellement et remontées de nappes phréatiques) n'est pas correctement pris en compte.</p> <p>Par ailleurs, l'analyse de risque n'étudie pas la rupture de la digue CNR et ses effets. Il est à noter que si la digue est de classe A, B ou C, l'événement initiateur pourra être exclu (probabilité 0) selon la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques.</p> <p>L'exploitant a réalisé en novembre 2025 une analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations (v.A du 14/11/2025) élaborée à partir des données du PPRI, des plans topographiques et de masse du site, ainsi que du modèle numérique de terrain (MNT) issu du LiDAR HD de l'IGN.</p> <p>Le rapport souligne que les vitesses d'écoulement d'eau seraient théoriquement faibles et que la hauteur d'eau doit être prise en compte plutôt que les effets dynamiques de l'eau. Selon une hypothèse majorante qui suppose que le niveau d'eau sur site est égal au niveau d'eau du Rhône en crue, l'analyse prévoit des hauteurs d'eau entre 1,5 et 2,5 m d'eau dans la zone inondable du site (zone V).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le volet inondation de l'EDD devra être complété, lors du prochain réexamen quinquennal de l'étude de dangers prévu en mai 2026, afin de traiter de manière plus adaptée l'aléa inondation en utilisant, le cas échéant, les données issues de l'analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations (v.A du 14/11/2025).</p>

<p>Cette étude doit être approfondie notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prise en compte des évènements initiateurs "ruissellement et remontées de nappes phréatiques" ainsi que "rupture de digue" (de probabilité 0 le cas échéant) avec formalisation des séquences accidentelles ;</li> <li>- analyse de l'accidentologie associée et enseignements tirés.</li> </ul> <p>L'exploitant pourra s'appuyer, pour cette analyse, sur le rapport d'étude de l'INERIS N° DRA-14-141515-03596A - DRADRS81 - Opération A : Référentiel méthodologique concernant la maîtrise du risque inondation dans les installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 3 : Caractérisation et suivi de l'aléa inondation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Surveillance de l'aléa inondation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le suivi de l'aléa inondation s'effectue à partir du site vigicrues.gouv.fr. Toutefois, la confirmation de l'abonnement et le détail du paramétrages du suivi (type de tronçons concernés, niveaux d'alerte enregistrés, etc.) n'ont pas pu être présentés. De plus, une seule personne de l'établissement est destinataire de l'alerte.</p> <p>Parallèlement, le site est en relation avec la mairie de La Voulte-sur-Rhône et selon l'exploitant, en cas d'inondation, une sirène d'alerte se met en route.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit confirmer l'abonnement et vérifier que le détail des caractéristiques du suivi mis en place via le site vigicrues.gouv.fr est adapté au site. Il s'assurera que l'alerte peut être reçue par différentes personnes afin de gérer les absences potentielles de destinataires de l'alerte.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Retour d'expérience

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Retour d'expérience
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité.</p> <p>Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le site n'a jamais été touché par une remontée de nappe jusqu'à ce jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Vulnérabilité des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Vulnérabilité des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L.181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations finalisée en novembre 2025 a permis de préciser l'aléa (jusqu'à 2,5 m d'eau dans la zone inondable) et d'identifier les vulnérabilités situées dans la zone.</p> <p>Les risques identifiés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un risque de pollution des eaux (big-bags de catalyseurs, remblais de terres polluées) : lors de la visite, les inspecteurs ont constaté la présence d'un nombre très important de big-bags au rez-de-chaussé du bâtiment P1, au-delà de la simple zone « rackage ». L'exploitant précise qu'il n'y a pas de zone disponible permettant leur déplacement en cas d'inondation, et que leur évacuation serait très complexe et dans un délai non compatible avec la survenance éventuelle d'une remontée de nappe. Le nombre de big-bags réellement concerné demande à être précisé car l'analyse de vulnérabilité n'indique pas la hauteur d'eau maximale pouvant être atteinte dans le bâtiment. En parallèle, l'exploitant a pour projet de mener une étude permettant de démontrer l'étanchéité des big-bags (dans le cas de hauteurs d'eau modestes).</li> </ul>

<p>Concernant le remblai, la présence d'un géotextile et d'une bâche soudée sur les bordures permet de réduire les risques de pollution sans toutefois le supprimer. L'exploitant prévoit d'évacuer le remblai à moyen terme.</p> <p>- un risque d'emportement par les eaux (fûts de catalyseurs stockés dans la zone extérieure, véhicules stationnés) : selon l'exploitant, les fûts sont étanches (cerclés et jointés) et du fait de leur poids, ne présenteraient pas de risque de flottaison. En ce qui concerne l'aire de stationnement, l'exploitant prévoit la mise en place de mesures de gestion comme l'évacuation des véhicules avant la montée des eaux.</p> <p>Ces éléments devront être définis / confirmés dans l'étude de dangers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit définir et mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de protection au regard des risques notamment identifiés par l'analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations (v.A du 14/11/2025). Si nécessaire, un plan d'action présentant des échéances précises devra être défini.</p> <p>Ces éléments devront être définis / confirmés dans l'étude de dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 5 mois</p>

#### N° 6 : Gestion de crise

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Gestion de crise</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La gestion de crise en cas d'inondation n'est pas formalisée. Le POI du site mentionne seulement (p. 52) que des big-bags doivent être évacués du rez-de-chaussée de la zone « rackage » en cas de crue centennale.</p> <p>L'exploitant mentionne que dès le niveau d'alerte jaune vigicrue, le site se mettrait en pré-alerte, et dès le niveau orange ou rouge, les big-bags de catalyseurs seraient remontés et les véhicules de l'aire de stationnement déplacés. Au vu des constats faits par les inspecteurs pendant la visite (très nombreux big-bags stockés et absence de zone disponible permettant leur déplacement) et des conclusions de l'analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations finalisée en novembre 2025 (cf point de contrôle n° 5), ces mesures demandent potentiellement à être complétées par</p>



<p>d'autres mesures et l'organisation globale précisée, y compris hors heures ouvrées.</p> <p>Par ailleurs, en cas d'inondation, l'accès est possible par d'autres entrées du site. Néanmoins, un poteau incendie est présent dans la zone inondable (poteau 084). Les autres poteaux les plus proches (088 et 089) sont situés à environ 100 m. Leur accessibilité doit être confirmée.</p> <p>Après échange avec l'exploitant, il ressort que la gestion de crise doit être globalement clarifiée et détaillée de manière opérationnelle dans le POI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En lien avec les éléments de réponse à la demande du point de contrôle n°5, l'exploitant doit clarifier l'organisation globale de la gestion de crise en cas d'inondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- définition de phases de pré-alerte, alerte, etc, et des critères de déclenchement associés à chacune de ces phases (niveau d'alerte Vigicrue par exemple) ;</li> <li>- définition des actions à mener pour chacune des phases ;</li> <li>- définition du moment de déclenchement du POI.</li> </ul> <p>Les salariés devront être formés à cette organisation et des tests de mise en œuvre sous forme d'exercices devront être réalisés. Les mesures de prévention/protection devront être contrôlées et testées.</p> <p>L'exploitant confirmera que sa stratégie de lutte contre l'incendie est toujours valable en cas d'inondation (poteaux incendie dans la zone inondée ou potentiellement inaccessibles).</p> <p>Les données issues de l'analyse de la vulnérabilité du site face aux inondations (v.A du 14/11/2025) pourront utilement alimenter la définition de l'organisation de crise.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 7 : Redémarrage des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Redémarrage des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'analyse de risques [...] décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>[...]</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune installation de production, ni mesure de maîtrise des risques n'est présente dans la zone inondable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : PPRI La Voulte-sur-Rhône – Mesures applicables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2013, article Zone V (zone verte) – partie V.2.2 du règlement du PPRI
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Prescriptions applicables à la Zone V (zone verte)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les occupations et utilisations du sol sont admises, pour <u>l'extension, l'aménagement et le changement de destination des bâtiments existants</u> , dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le 1er plancher habitable sera réalisé au minimum à 0,50 m au-dessus du terrain naturel,</li><li>- les installations techniques sensibles à l'eau (installations électriques, chaufferie...) seront réalisées au minimum à 0,50 m au-dessus du terrain naturel,</li><li>- le stockage des produits potentiellement polluants sera mis au minimum à 0,50 m au dessus du terrain naturel.</li></ul> Les occupations et utilisation du sol <u>nouvelles</u> sont admises dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les réseaux d'assainissement et de distribution seront étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue.</li><li>- Les remblais à condition d'être strictement nécessaires aux constructions autorisées et à leurs accès. [...]</li><li>- Les clôtures perméables aux eaux de crue.</li><li>- Les constructions à usage d'activités, les établissements recevant du public non sensible et les établissements recevant du public sensible sans hébergement ainsi que les aires de stationnement et les annexes* qui y sont liées :</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- le 1er plancher sera réalisé à 0,50m au-dessus du terrain naturel,</li><li>- les installations techniques sensibles à l'eau (installations électriques, chaufferies...) seront réalisées à 0,50m au-dessus du terrain naturel,</li><li>- les matériaux utilisés dans les parties inondables (pour les menuiseries, les portes, les fenêtres, les vantaux, les revêtements de sol et des murs, les protections phoniques et thermiques) seront résistants à l'eau. [...].</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas mentionné de projet sur la zone inondable du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite